



Qatar 2022: Les discussions entre la FIFA, la Fédération allemande de football et les syndicats font monter la pression sur les normes du travail

Geplaatst op zondag 24 november 2013 | 



Une réunion a eu lieu aujourd'hui au siège de la FIFA à Zurich à l'invitation du président de la FIFA, Joseph Blatter, suite à une initiative du président de la Fédération allemande de football (DFB). L'ordre du jour des discussions, auxquelles assistaient Theo Zwanziger, membre exécutif de la FIFA et Michael Sommer, président de la CSI et de la Confédération allemande des syndicats (DGB), était centré sur les conditions de travail quasi-esclavagistes présentes sur les chantiers du Mondial 2022 au Qatar.

La rencontre a été convoquée suite aux pressions accrues dont a fait l'objet la FIFA conséquemment à l'indignation qu'a suscitée aux quatre coins du monde la situation des droits des travailleurs au Qatar, où il est estimé que 4000 travailleurs pourraient perdre la vie avant le coup d'envoi de la Coupe du monde de 2022.

Michael Sommer a déclaré: *"Je me réjouis des discussions que nous avons eues aujourd'hui avec M. Blatter, où la FIFA a indiqué clairement qu'elle prenait très au sérieux ses responsabilités en matière de politique sociale et qu'elle collaborerait avec le mouvement syndical international à la recherche d'améliorations durables concernant la situation des travailleurs migrants au Qatar."* Le Qatar doit ratifier toutes les normes fondamentales de l'OIT et accepter une vérification objective.

Cela fait plusieurs mois que le mouvement syndical revendique sans relâche des droits et de meilleures conditions pour les quelque 1,3 million de travailleurs migrants au Qatar. Mais en dehors de déclarations vagues et générales du gouvernement du Qatar, rien n'a été fait. Et c'est pourquoi notre position reste inchangée : L'ordre de jour doit inclure l'amélioration des conditions pour ces travailleurs – maintenant !

La FIFA reconnaît que sa stature internationale lui confère une responsabilité d'influencer les décideurs au Qatar. Il incombe au Qatar de garantir les normes fondamentales du travail de l'Organisation internationale du travail (OIT), de mettre fin à la discrimination et au travail forcé et d'accorder la liberté syndicale à ses quelque 1,3 million de travailleurs migrants. Nous nous félicitons du fait que la FIFA se soit désormais engagée en ce sens et qu'elle tienne compte des préoccupations des personnes qui vivent pour « le sport du peuple ». En tant que syndicats, nous maintenons notre demande: Si le Qatar ne répond pas adéquatement, des conséquences doivent s'ensuivre et la Coupe du monde doit lui être retirée.

Par ailleurs, les entreprises allemandes, européennes et internationales doivent arrêter d'être guidées par leurs seuls intérêts économiques. Elles se doivent d'assumer leur part de responsabilité envers les travailleurs employés sur les chantiers au Qatar. Concrètement, cela signifie que les entrepreneurs contractants doivent immédiatement mettre un terme aux magouilles de leurs sous-traitants et remplir leurs responsabilités correctement.

"Le mouvement syndical n'aura de cesse que les conditions de travail au Qatar soient fondamentalement transformées", a conclu Sommer.

Pour lire le communiqué de la FIFA concernant la réunion: <http://www.fifa.com/worldcup/qatar2022/media/newsid=2227055/index.html>

CSI - 21 novembre 2013

La CSI représente 176 millions de travailleurs/euses à travers 325 organisations affiliées

nationales dans 156 pays et territoires.